

# Finances publiques : l'heure des choix

**CHAUMONT** L'arrivée des Finances publiques à Chaumont pourrait se faire en 2021. Si certains prennent la décision de manière positive, d'autres, plus prudents, attendent de voir.

« Je suis un peu méfiante... » Anne-Marie Nédélec, maire de Nogent et présidente des maires de Haute-Marne reste semble-t-il sur ses gardes. À l'annonce, la semaine dernière du ministre Darmanin, de délocaliser des services de l'État des finances publiques à Chaumont, on reste pour l'heure dans l'attente de plus de précisions. Pour rappel, on apprenait le 29 janvier que Chaumont faisait partie des 50 premières villes sélectionnées pour accueillir des services des finances publiques actuellement localisés dans les grandes métropoles. Aussitôt, Berangère Abba (LREM) se « réjouissait » dans un communiqué de cette décision du choix du ministère de l'Action et des comptes publics de permettre à Chaumont d'accueillir un de ses services. « *Le choix de Chaumont conforte la dynamique Cœur de ville et démontre l'attractivité et la qualité de vie qu'offre notre territoire* », indique ainsi la députée haut-marnaise. Cependant du côté des salariés, on reste aussi très prudents.

## INCOMPRÉHENSIBLE

« Nous n'avons pas plus d'infos que cela », indique Rachel Sugneau, la représentante du personnel FO de la DGFIP Haute-Marne (Direction générale des Finances publiques). Le service délocalisé pourrait être celui d'une métropole autre que Paris. On évoque le chiffre de 20 à 50



Une réorganisation et des annonces qui laissent dubitatifs les agents de la DGFIP.

fonctionnaires qui pourraient rejoindre la cité-préfecture et l'ouverture d'une vingtaine de postes. « Les agents n'ont pas obligation de suivre leur mission », rappelle la syndicaliste. Il faudra donc trouver 20 volontaires pour venir vivre à Chaumont ou alors recruter sur place en interne. Ce qui paraît peu compréhensible pour les personnels. « Ce ne sera pas pour les Haut-Marnais », assure Rachel Sugneau. Selon elle, c'est totalement contradictoire avec la politique menée jusqu'à présent et la fermeture des trésoreries. « On a

supprimé 50 emplois en 3 ans et on ferme 12 trésoreries d'ici 2022 », reprend-elle. L'objectif serait à terme de concentrer les services fiscaux dans les trois principales villes du département.

## APRÈS LES ÉLECTIONS

Pour la ruralité est prévue l'ouverture des Établissements Frances services. « Ce ne sera plus l'accueil d'aujourd'hui », annonce Rachel Sugneau. « Pourquoi on ferme ce

qui marche à Bourmont ou Andelot? », demande-t-elle. Par exemple, on prend déjà ses dispositions du côté de Saint-Dizier avec la mise en place du nouveau fonctionnement des finances publiques. « Saint-Dizier n'est pas concernée », a pourtant assuré Elisabeth Robert-Dehault lors du dernier conseil municipal. Cependant, la cité ouvrière devrait voir son accueil au public réduit et son statut de trésorerie modifié. « Ce ne sera plus que sur rendez-vous et la fermeture de la trésorerie de Saint-Dizier est prévue pour en faire un simple service de gestion comptable », prévient Rachel Sugneau. Le président de l'agglo bragarde, Philippe Bossois tout comme le maire de Wassy, Christel Mathieu ont été avertis par la syndicaliste. « Les départements ruraux et les collectivités n'ont pas énormément de moyens », souligne l'agent de la DGFIP. Le schéma final pourrait prévoir en effet un transfert aux collectivités de la comptabilité publique. Ce qui échaude sérieusement les élus. En attendant, on se prépare à accueillir les nouveaux services de l'État à Chaumont. L'ancien lycée Bouchardon pourrait être retenu. Pour le calendrier c'est encore assez imprécis. Les mouvements de personnel se font au 1<sup>er</sup> septembre. Pour cette année c'est un peu juste, il vaut mieux parier sur 2021. D'autre part, à moins de deux mois des élections municipales, l'annonce du ministère tombe à point nommé pour la municipalité en place. Les choses pourraient donc s'accélérer au printemps, après les élections...

Bertrand Puysségur